



RAPPORT D'ACTIVITÉS

2021 - 2023

Une initiative du Policy Center for the New South, du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Banque mondiale



**Drafting**

Fadila Filali Zegzouti
Yasmine Bellakhdim
Meryam Benjelloun

Editing

Mokhtar Ghailani

Graphic design and layout

Youssef Aït El Kadi



Parlons **Développement**

Une initiative du Policy Center for the New South, du
Programme des Nations Unies pour le développement et
de la Banque mondiale

Le Policy Center for the New South, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale tiennent à chaleureusement remercier les étudiants qui ont rédigé ces comptes rendus. Le contenu de ces derniers reprennent les idées clés des interventions durant la session de "Parlons Développement" mais n'expriment pas les avis des trois institutions."

SOMMAIRE

Introduction	06
En bref	10
En chiffres	12
Partenariats	13
Éditions	15
Évènements	18
Experts	48

INTRODUCTION

Liés par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 Objectifs du développement durable (ODD), le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), la Banque mondiale (BM) et le Policy Center for the New South ont vu dans les incertitudes qui caractérisent le monde d'aujourd'hui une nouvelle opportunité de réflexion collective autour des grands enjeux du développement durable.

L'engagement du Maroc en faveur des ODD, les progrès réalisés en termes de développement humain et les efforts en matière de lutte contre les changements climatiques et surtout le Nouveau Modèle de Développement constituent une base solide pour un modèle de développement durable inclusif et équitable. Jouissant d'une forte proportion de jeunes, le Maroc peut également tirer profit de l'aubaine démographique et en faire un levier de création de richesses et d'accélération de la croissance au cours des prochaines années.

Dans le cadre de ces efforts, le Maroc a d'ores et déjà adopté une approche proactive pour intégrer les jeunes et les femmes dans le processus de développement durable. En reconnaissant le rôle crucial que jouent ces groupes démographiques dans la transformation sociale et économique, le Maroc s'efforce de fournir les outils et les opportunités nécessaires pour leur permettre de contribuer efficacement à l'atteinte des ODD. Cela inclut des initiatives éducatives, des programmes de formation professionnelle et l'amélioration de l'accès aux technologies, assurant ainsi que toutes les parties de la société peuvent participer activement et bénéficier des fruits du développement durable.

Afin de contribuer à la réflexion nationale sur le développement, le PNUD, la Banque mondiale et le Policy Center for the New South proposent une série de dialogues réunissant acteurs et experts nationaux et internationaux pour débattre des enjeux du développement

durable, dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que des opportunités que présente le Programme 2030 en tant que feuille de route pour que tous sortent de la crise, renforcés et plus résilients.

Intitulés « Parlons développement », ces dialogues sont ouverts au grand public et ont pour objectif principal d'encourager le dialogue et de favoriser les échanges de bonnes pratiques, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire. En fonction de la thématique, des experts nationaux ou internationaux sont invités à faire part de leur expérience et de leur savoir. Un format simple, accessible et innovant afin de démystifier les concepts et d'encourager l'interaction avec le public. Les dialogues sont enregistrés et une note de synthèse est produite après chaque débat.



CE PROGRAMME A POUR OBJECTIFS DE _____

1

Contribuer à la réflexion sur les enjeux du développement durable, en favorisant le débat entre les jeunes, les acteurs et experts nationaux et internationaux de divers horizons ;

2

Offrir, à travers la synthèse des discussions, des supports pour poursuivre la réflexion et élaborer des recommandations à l'attention des décideurs nationaux et des partenaires internationaux, y compris en termes d'appuis techniques et financiers à mobiliser ;

3

Démystifier, pour la jeunesse marocaine et le grand public, les concepts du développement durable et encourager leur participation à la réflexion collective sur le monde de demain ;

4

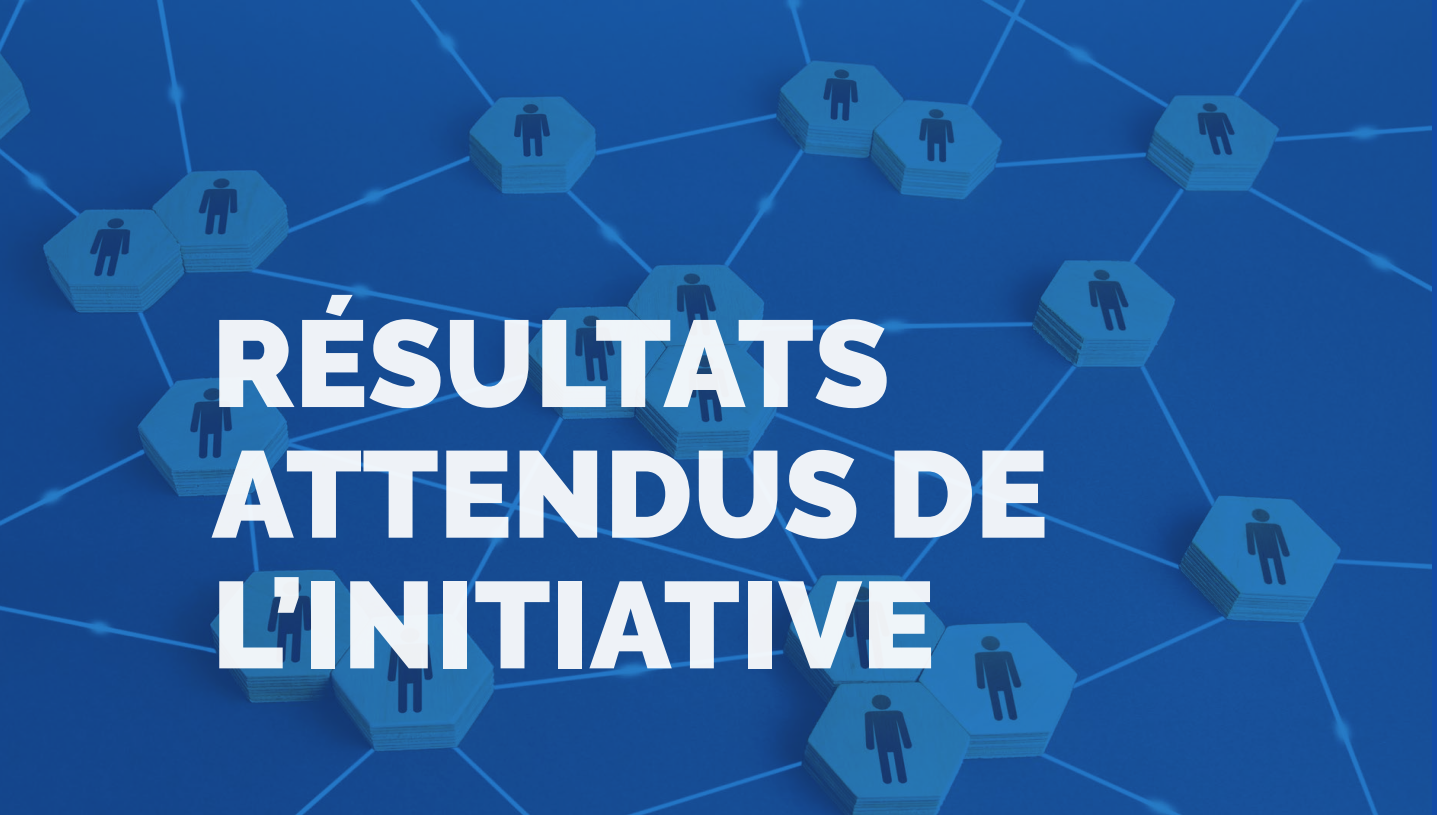
Encourager la création de nouveaux réseaux d'experts au Maroc et l'échange avec des experts internationaux ;

5

Initier une « Culture du dialogue » ou « l'art du débat » avec des opinions diverses, à travers un débat constructif sur un format innovant ;

6

Développer une collaboration entre les trois organisations et construire avec les partenaires extérieurs.



RÉSULTATS ATTENDUS DE L'INITIATIVE

- Les dialogues « Parlons développement » suscitent l'intérêt des acteurs clés au niveau national et alimentent la réflexion stratégique sur les enjeux du développement durable.
- Le grand public, et les jeunes en particulier, s'approprient le Programme 2030 et les ODD, grâce à une meilleure compréhension des enjeux.
- Les meilleures pratiques nationales et internationales sont mises en lumière et appropriées.
- Chaque thématique traitée est documentée et synthétisée, et les supports produits sont largement diffusés.
- De nouveaux réseaux d'experts et réseaux de réflexion nationaux et internationaux voient le jour, et leurs membres continuent d'échanger après leur participation aux dialogues.
- Les trois organisations mettent à la disposition leurs réseaux d'experts nationaux et internationaux pour alimenter le débat.
- Le débat est initié au sein des universités ou d'organisations de la société civile avant d'être élargi au niveau national.

EN BREF

Les dialogues « Parlons développement » sont des discussions ouvertes au grand public. Organisés conjointement par le Policy Center for the New South, la Banque mondiale et le PNUD, ils visent à mener la réflexion sur les enjeux du développement durable, en favorisant le débat entre acteurs et experts nationaux et internationaux d'horizons divers.

À ce titre, ces dialogues sont ouverts sur un format innovant et non traditionnel permettant l'engagement du plus grand nombre de participants dont les étudiants, pour cette phase pilote.



GESTION DES CONNAISSANCES ET ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Remarques générales

- Intérêt des thématiques traitées
- Structure et organisation du débat
- Durée
- Continuer le débat



99,5%

- Des répondants ont trouvé les débats intéressants

Quelques citations d'étudiants :

“

« Je trouve cette manière de débattre mieux qu'une présentation. Nous espérons avoir d'autres débats sur ces sujets ».

“

« Débat très riche en information de qualité ».

“

« C'était l'un des meilleurs webinars auquel j'ai assisté ! En ce qui concerne l'organisation, le format, la durée et surtout les interactions avec les participants ».

EN CHIFFRES



+21 000

Nombre de participants

En présentiel et en ligne



+65

Intervenants



13

Éditions



Plus d'une **dizaine de partenaires** : institutions publiques, universités publiques et privées, organisations de la société civile à travers le Maroc



13 093

Vues sur Facebook



1 458

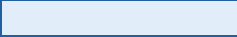
Vues sur X



4 719

Vues sur Youtube

PARTENARIATS



Dans le cadre de la mise en place de ce projet, les universités sont identifiées comme un partenaire de premier choix permettant une richesse des débats grâce à la diversité de leurs composantes et de leur accès privilégiés aux acteurs régionaux.

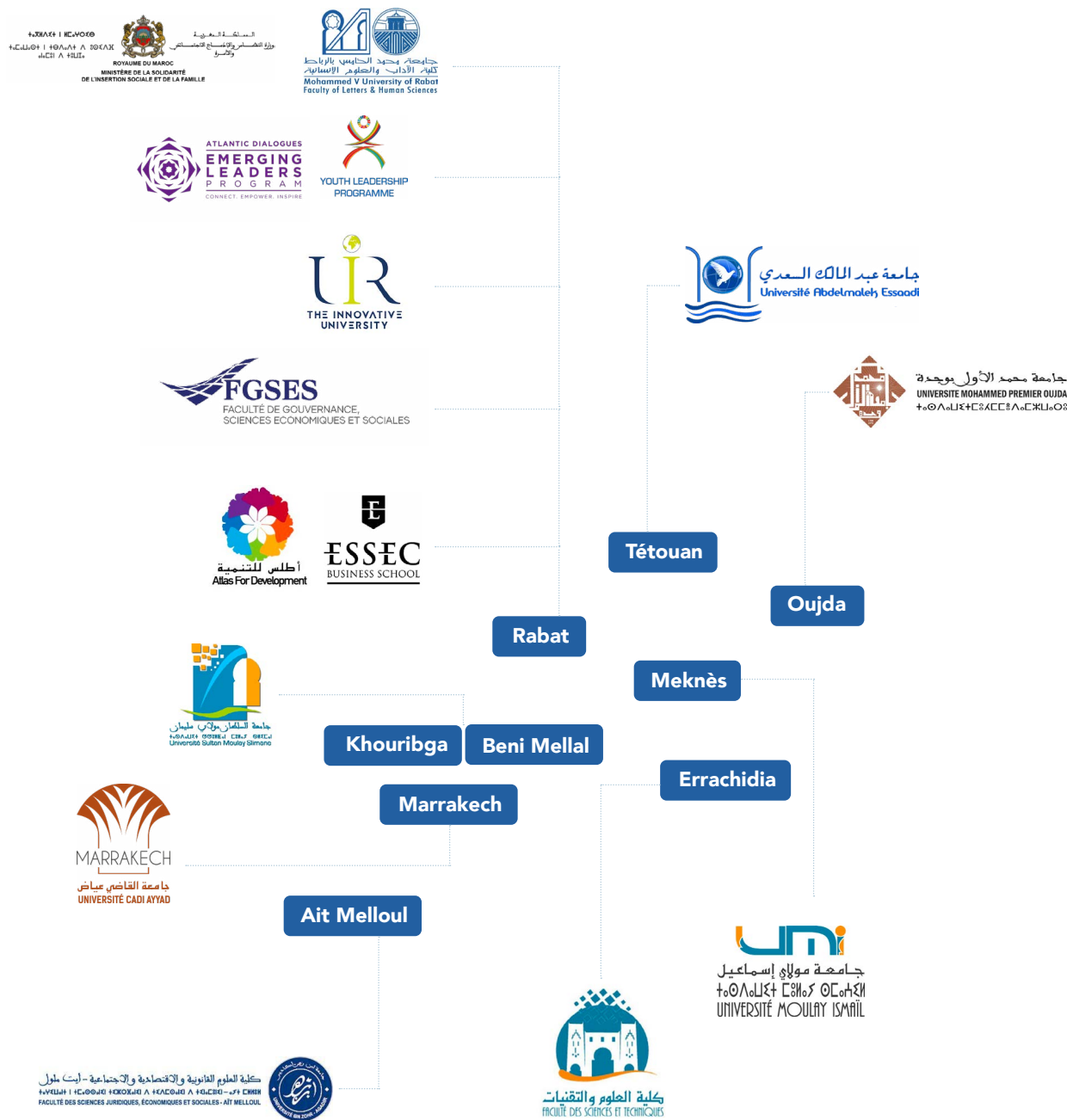
Ce partenariat apporte également un gage de neutralité aux débats.

Dans un deuxième temps, la mise en place de partenariats entre les universités aux niveaux national et international permettra l'échange de bonnes pratiques.

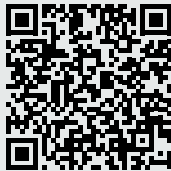
Concernant les thèmes des dialogues :

- Le choix des thèmes discutés pendant les dialogues est fait conjointement entre le PNUD, la Banque mondiale et le Policy Center for the New South, en concertation avec le partenaire universitaire ;
- Le thème choisi tient compte du diagnostic territorial de la région de l'université en veillant à l'équilibre entre les aspects sociaux, économiques et environnementaux du développement durable, et en lien avec la crise de la COVID-19 ;
- L'université pourrait s'engager, à travers la recherche, à poursuivre la réflexion et à approfondir les questions abordées par la thématique.

Partenaires



ÉDITIONS



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **1** L'innovation au service du
développement territorial



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **2** L'évaluation des politiques
publiques territoriales



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **3** Les jeunes, moteurs du
changement vers un
développement durable



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **4** Pauvreté et protection sociale
en temps de COVID-19 : quels
enseignements tirer au Maroc?



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **5** L'économie bleue : vecteur de
développement local durable





Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition

6

Quelle stratégie de
développement adopter dans
les zones oasiennes ?



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition

7

La migration, levier de
développement territorial ?



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition

8

Quel modèle de ville durable
adopter au Maroc ?



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition

9

Pénurie d'eau et défis de
durabilité dans les pays du Sud :
Cas de la région MENA.



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition

10

La famille comme espace
d'égalité des genres



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **11** Comment les jeunes peuvent
participer aux décisions
climatiques ?



Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **12** L'éducation à la citoyenneté
comme moteur de
développement



1er Panel
Scan the QR
Code to Watch
the Video



2ème Panel
Scan the QR
Code to Watch
the Video

Édition **13** Les emplois verts comme leviers
du développement durable

ÉVÈNEMENTS



Édition

1

L'INNOVATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Date : 22 avril 2021.

Lieu : Université Mohammed 1er d'Oujda.



جامعة محمد الأول بوجدة
UNIVERSITE MOHAMMED PREMIER OUJDA
ⵜⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ ⴰⵎⴰⵔⴰⵏⵜ ⴰⵙⴰⵎⴰⵏⵜ ⴰⵙⴰⵎⴰⵏⵜ

Modération :

Adnane ADDIOUI, Co-fondateur et visionnaire en chef, Centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social (MCISE).

Intervenants :

Oum El Ghit GUELZIM, Doctorante en inclusion financière et Alumni d'Enactus Maroc, co-fondatrice des startups Barqu'ade, Br7 et Ciwa,
Wadia AIT HAMZA, Directeur Global Shapers Community, Forum économique mondial.

Introduction

L'innovation est considérée comme le levier du développement territorial car le développement économique d'un territoire nécessite la production et la commercialisation de services à haute valeur ajoutée, donc innovants. Le Maroc, dans son souci de développement, ne s'est pas écarté de cette logique. En effet, il fait preuve d'un grand engagement dans les domaines de décentralisation et de déconcentration, dans le but de permettre aux collectivités locales de contribuer au développement national et de promouvoir une nouvelle architecture

territoriale basée sur une planification régionale à travers l'élaboration de plans de développement régionaux et une approche participative et concertée du développement local. Dans ce contexte de consolidation du processus de participation territoriale, il est important de revenir au cours de cette première édition sur des sujets tels que la quatrième révolution industrielle comme levier du développement territorial, le marketing territorial et le tourisme durable ainsi que l'innovation au service de l'entrepreneuriat local.

Le marketing territorial et le tourisme durable

Le marketing territorial ne se limite pas à attirer aussi bien les investisseurs que les touristes. En effet, il fait référence à l'ensemble des approches marketing visant l'amélioration et l'augmentation de l'attractivité d'un territoire. Son objectif est donc de développer davantage le secteur économique en valorisant le territoire dont il est question ; ceci le rend plus viable aux yeux des habitants mais aussi auprès de ceux qu'il souhaite attirer, principalement les nouvelles entreprises et les touristes. Dans ce sens, la création d'espaces et d'activités touristiques locales ainsi que l'accompagnement des investisseurs étrangers s'inscrivent donc dans une nouvelle optique de création de la marque du territoire.

On assiste aussi au passage du marketing territorial à la marque de territoire, en dépassant les pratiques de publicité et de communication classiques et en se focalisant sur la facilitation de l'accès à l'information et sur l'accompagnement des touristes et investisseurs. Dans cette dynamique de promotion de l'identité et de l'image d'un territoire, il est nécessaire de le rendre vivant et actif en mettant en avant par exemple les opérateurs locaux. Il s'agit là d'une association d'une diversité de partenaires et d'acteurs à l'élaboration du projet et d'une vision transversale, tant au niveau de la conception du projet que dans sa mise en œuvre.

Bien que plusieurs chercheurs aient conceptualisé des cadres spécifiques pour le marketing territorial, la meilleure façon de le réussir est d'appliquer le marketing de l'entreprise classique, sans oublier l'essence même du territoire. La COVID-19 offre donc une opportunité pour l'adoption du tourisme durable au sein des territoires.

L'innovation et l'entrepreneuriat social

Plusieurs expériences en entrepreneuriat sont nées d'un besoin ressenti dans sa petite communauté, nourri par la volonté d'agir en société. Dans ce sens, l'entrepreneuriat social fait référence à toute création d'une activité dont la finalité est purement sociale et durable, grâce à l'innovation sociale et la gouvernance participative. L'objectif principal est de mettre en avant la création de valeur sociale et collective plutôt que la valeur financière et l'enrichissement des individus. Ce modèle est donc basé sur une profonde volonté de participer au développement économique et social d'un pays ou d'un territoire à travers l'innovation sociale.

Tout changement commençant par soi, il est important d'encourager l'initiative d'innover pour le développement local. Dans ce sens, l'enrichissement de l'économie locale à travers l'entrepreneuriat social est un premier pas vers l'attraction des investisseurs et des touristes vers la région. Ainsi, créer des projets et enrichir l'économie locale, la connaissance et la compréhension de la cible constituent le levier primordial de la création du projet car la duplication des idées et l'absence d'adaptation au contexte conduisent à l'échec des projets.

La quatrième révolution industrielle

La 4^{ème} révolution industrielle renvoie à la révolution numérique qui se caractérise par une fusion des technologies supprimant les frontières existantes. Elle est déclenchée par l'engouement de l'utilisation de la data dans la vie quotidienne, en business, en politique, en économie, etc. Comparée aux précédentes révolutions, la 4^{ème} que le monde est en train de vivre évolue à un rythme exponentiel, bouleversant ainsi la quasi-totalité des secteurs d'activité partout dans le monde. De ces changements viendra sans doute la transformation de systèmes entiers de production, de gestion, de management et de gouvernance. Cette révolution industrielle est caractérisée par une vitesse de changement et une ambiguïté de l'avenir à laquelle s'ajoutent les incertitudes liées au changement climatique. En parallèle, le changement constant et rapide de la technologie en général exige une discipline et un accompagnement continus.

Ces défis créent, d'une part, l'opportunité de développer son territoire, du fait qu'il s'agit d'un environnement connu, contrôlé et prévisible, un environnement où tout innovateur a la possibilité de contribuer au développement collectif de sa communauté, sans pour autant établir une relation de compétition. D'une autre part, ces mêmes défis font émerger un nouveau paradigme de pensée consistant à affronter l'inconnu ou le méconnu et à oser entreprendre malgré l'absence d'information complète.

Née de l'initiative du Forum économique mondial, la communauté Global Shapers par exemple constitue un réseau de jeunes inspirants de moins de 30 ans qui travaillent ensemble pour relever les défis locaux, régionaux et mondiaux. Avec plus de 14000 membres, la communauté Global Shapers s'étend sur 456 centres urbains dans 150 pays.

Comment contribuer au développement local de son territoire ?

L'innovation n'est pas un résultat mais un processus. Les difficultés de ressources et d'infrastructures peuvent être dépassées par l'innovation. C'est la volonté personnelle de créer un changement dans sa communauté qui conduit un projet entrepreneurial à réussir ou non. Par ailleurs, avoir l'audace de prendre le risque et d'implémenter des idées est une véritable clé de réussite de l'entrepreneur.

La persévérance y joue un rôle crucial, en plus de l'acceptation de l'échec. Ayant conscience de tout cela, les jeunes peuvent donc contribuer même à petite échelle au développement local. L'absence des ressources et infrastructures ne doivent pas entraver leur prise d'initiative. Il faudrait plutôt la considérer comme une opportunité de se distinguer et d'innover.

Édition

2

L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES TERRITORIALES

Date : 28 mai 2021.

Lieu : Université Moulay Ismail de Meknès.



Modération :

Oumayma Achour, Professeure de droit à la faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Présidente de l'Association Jossour.

Intervenants :

Khalid Serhan, Chef de service des Contrats État-Régions, Direction de la Planification et du Développement territorial, ministère de l'Intérieur.

Alexandra Fawzi, Analyste des Objectifs de développement durable (ODD), équipe d'intégration des ODD du Hub régional du PNUD – Amman.

Introduction

L'évaluation des politiques publiques est cruciale pour garantir la transparence des actions gouvernementales, offrant ainsi une réponse claire aux besoins des citoyens. Cette démarche est d'autant plus significative au niveau territorial, où l'adaptation des politiques doit se conjuguer avec les exigences spécifiques de chaque région. L'analyse rigoureuse des interventions

publiques favorise une gestion territoriale dynamique et en constante amélioration. Au Maroc, le projet de régionalisation avancée cherche à encourager un développement inclusif en renforçant les compétences régionales. Ce processus, encore en phase initiale, offre des perspectives enrichissantes tout en posant de nombreux défis.

Bilan de l'évaluation des politiques territoriales au niveau régional

L'accompagnement des collectivités territoriales par les autorités compétentes repose sur l'utilisation efficace de leurs prérogatives en matière de planification. Cela comprend la création de plans de développement régional. Néanmoins, l'application pratique de ces plans est souvent ralentie par le décalage entre l'adoption des lois et la publication des décrets d'application, ce qui peut limiter la rapidité et l'efficacité de la mise en œuvre des stratégies régionales.

Outils d'accompagnement pour les collectivités territoriales

Pour aider les collectivités dans leurs prérogatives liées au développement, une variété d'outils et de mécanismes de soutien a été mise en place. Ces dispositifs incluent des chartes nationales, la création de secrétariats dédiés aux affaires régionales et l'organisation de réunions de concertation. Ces initiatives visent à améliorer les capacités des collectivités territoriales dans la planification et l'exécution de leurs stratégies de développement alignées avec les directives nationales et les besoins locaux.

Suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) et évaluation des politiques régionales

Les ODD, adoptés par les Nations Unies, constituent une série d'objectifs globaux destinés à éradiquer la pauvreté, protéger l'environnement et assurer la prospérité pour tous d'ici 2030. L'intégration de ces objectifs dans les politiques et programmes territoriaux nécessite une planification détaillée et un cadre de suivi et d'évaluation bien défini. Les collectivités sont encouragées à élaborer des indicateurs de suivi adaptés aux particularités locales afin d'évaluer l'efficacité de leurs politiques. Cela nécessite l'ajustement des stratégies sectorielles et le développement de programmes régionaux qui correspondent aux objectifs mondiaux, soutenus par des bases de données détaillées qui facilitent l'adaptation locale de l'Agenda 2030.

Perspectives futures pour la régionalisation et le développement territorial

À mesure que le processus de régionalisation avance, il devient essentiel d'approfondir la compréhension des impacts de ces politiques sur le développement régional. Une collaboration accrue entre les différents niveaux de gouvernement et les parties prenantes est nécessaire pour assurer que les politiques mises en place répondent effectivement aux besoins des populations locales. En outre, le renforcement des capacités locales à travers des formations et des ressources accrues permettra de mieux gérer et évaluer les initiatives de développement.

Renforcement de l'engagement citoyen et de la gouvernance participative

L'engagement des citoyens dans le processus de planification et d'évaluation est vital pour des politiques publiques territoriales inclusives. Promouvoir une gouvernance plus ouverte et participative renforce la confiance des citoyens dans les mesures adoptées et améliore la transparence des décisions publiques. La mise en œuvre de plateformes interactives et de consultations publiques régulières peut grandement contribuer à ce que les voix des citoyens soient entendues et prises en compte dans le développement territorial.

Édition

3

LES JEUNES, MOTEURS DU CHANGEMENT VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Date : 17 septembre 2021.**Lieu :** en distanciel.

ATLANTIC DIALOGUES
**EMERGING
LEADERS**
PROGRAM
CONNECT. EMPOWER. INSPIRE



YOUTH LEADERSHIP
PROGRAMME

Modération :**Hatim El Otmani**, Président Atlas4Dev.**Intervenants :****Asmae El Hajji**, Co-fondatrice Moroccan Leadership Institute.**Touria Benlefquih**, Co-fondatrice EMPEOPLE.**Idriss El Fateh Hadeb**, Président de l'association Passagers .

Introduction

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact négatif sur le monde d'un point de vue économique et social. Elle a ralenti le progrès social et suspendu la réalisation des objectifs du développement durable (ODD). Sur le plan national, les progrès réalisés en termes de développement humain constituent une base solide pour une sortie de crise qui s'appuierait sur un modèle de développement durable, inclusif et équitable. Jouissant d'une forte proportion de jeunes, le Maroc peut

également en faire un levier de création de richesses et d'accélération de la croissance au cours des prochaines années. Dans cette troisième édition, les participants du Youth Leadership Programme du PNUD et des Atlantic Dialogues Emerging Leaders du PCNS ont débattu sur la participation civique, politique et entrepreneuriale de la jeunesse marocaine ainsi que sur le rôle des jeunes dans la réalisation des ODD.

La participation civique

La participation civique est étroitement liée à l'associatif, qui revêt aussi un rôle formateur. S'il est important d'encourager la participation des jeunes, il est important de reconnaître aussi l'existence d'une disparité de participation entre les deux sexes, en particulier dans le monde rural où la participation des femmes est encore très faible. Dès lors, pour accroître la participation des femmes dans les secteurs civique et politique, il est important de leur donner les moyens de s'engager.

Si la participation civique est assez répandue chez les jeunes, ce n'est pas le cas de la participation politique. Toutefois, les associations créées pendant la période des élections témoignent d'un réel engagement et sont la preuve d'une volonté d'inclusion.

La participation politique

Les jeunes n'affichent pas un taux élevé de participation politique. Ce constat est dû à de nombreux facteurs, dont la non-compréhension des programmes et stratégies politiques.

Il est vrai que statistiquement, la participation politique des jeunes n'a pas connu de grande évolution depuis 2016. Néanmoins, la digitalisation des campagnes électorales et leur présence croissante sur les réseaux sociaux rapprochent la politique de cette tranche d'âge. Au-delà, de plus en plus de jeunes présentent à ce jour leurs candidatures aux élections, ce qui attise de plus en plus l'attention et l'intérêt de leurs pairs.

Dans cette optique, il est important de sensibiliser la génération montante sur ses droits et devoirs politiques mais aussi d'œuvrer à l'instauration d'un dialogue et de penser un échange intergénérationnel.

Entrepreneuriat des jeunes

Si l'initiation des jeunes à l'entrepreneuriat et l'accompagnement à la création de start-ups connaissent un essor depuis quelques années déjà, ils contiennent néanmoins quelques failles, notamment sur le plan de la diffusion de l'information. En effet, des jeunes sans formations, au chômage, n'ont pas accès aux canaux et circuits les conduisant à cet accompagnement entrepreneurial. Dans les régions rurales, la situation est encore plus marquée, dans la mesure où ces zones sont marginalisées, avec très peu d'activités et de formations.

L'un des autres freins qui resurgit est la rigidité des procédures auprès des organismes de financement, notamment les banques, qui ne disposent pas de mécanismes flexibles. En effet, ces jeunes porteurs de projets, ne disposant pas le plus souvent des garanties exigées, finissent par renoncer à leurs projets.

Au final, il est important de mentionner la peur de l'échec, les barrières familiales et sociales, le manque de formation et de culture entrepreneuriale dès le plus jeune âge, en plus du manque de coordination entre les différents acteurs institutionnels, comme freins au développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes dans le Royaume.

Édition

4

Pauvreté et protection sociale en temps de COVID-19 : quels enseignements tirer au Maroc ?

Date : Mardi 2 novembre 2021.

Lieu : Campus de la FGSES, UM6P, Rabat.



Modération :

Dorothée Boccanfuso, Professeur permanent, Université Mohammed VI Polytechnique.

Intervenants :

Boutaina Falsy, Consultante marocaine spécialisée dans la protection sociale.

Larabi Jaïdi, Senior Fellow, Policy Center for the New South et ancien conseiller auprès du ministre de l'Économie et des Finances.

Abdelkhalek Touhami, Professeur à l'Université Mohammed VI Polytechnique et consultant auprès de diverses organisations nationales et internationales.

Introduction

Si le Maroc s'est démarqué en Afrique par sa résistance et ses efforts dédiés à limiter les répercussions de la pandémie sur son économie, cela ne signifie pas pour autant qu'il en a échappé. Malgré les différentes mesures mises en place par le gouvernement, nombre de Marocains ont été gravement affectés par cette crise sanitaire, notamment car toute la population ne bénéficie pas d'un système de protection sociale.

Dès lors, la question de la refonte de ce mécanisme se pose, conformément au Nouveau Modèle de Développement tel que proposé par le Maroc en mai 2021.

Ce débat fructueux est l'occasion de stimuler une réflexion collective autour de la nécessité de mettre en place des socles nationaux de protection sociale qui puissent prendre en considération l'aspect monétaire et institutionnel.

Le cadre législatif mis en place

La protection sociale fait référence à l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective permettant aux individus de faire face aux conséquences financières issues des risques de la vie. On entend par risques de la vie les situations susceptibles de déstabiliser la sécurité économique de l'individu ou de sa famille, par une baisse de ses ressources ou une hausse de ses dépenses : vieillesse, maladie, invalidité, chômage, maternité, charges de famille, etc. La protection sociale est dès lors un droit humain fondamental qui répond à un besoin universel de protection des individus.

Des systèmes de sécurité sociale efficaces et des lois les encadrant doivent donc être mis en place afin de garantir la sécurité du revenu et la protection de la santé, et sur le long terme prévenir et réduire la pauvreté et les inégalités, favorisant ainsi l'inclusion sociale et la dignité des individus.

Au niveau national, la Constitution de 2011 prévoit, un « ...*égal accès aux soins de santé, à la protection sociale, à l'éducation...* » pour tous les citoyens et un traitement spécifique en faveur des plus vulnérables. Le Maroc s'est d'ailleurs doté d'un cadre législatif en matière de protection sociale. Il s'agit notamment du Dahir n° 1-21-30 du 9 chaabane 1442 (23 mars 2021) portant promulgation de la loi n° 09-21 relative à la protection sociale. Cette loi-cadre vise la généralisation de l'assurance maladie obligatoire, des allocations familiales, de l'indemnité pour perte d'emploi, de même que l'élargissement de la base des adhérents aux systèmes de retraite à l'horizon de 2025. Au niveau international, les différents pactes et conventions liés aux droits économiques et sociaux, dont le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou encore la Convention n°118 sur l'égalité de traitement en matière de sécurité sociale, reviennent sur cette question. Dans ce sens, le Maroc adhère à la Recommandation de l'OIT (Organisation internationale du travail) portant sur le socle de protection sociale et s'aligne également sur l'Agenda de l'ONU pour la réalisation des ODD (qui font de l'élargissement de la couverture de la protection sociale une partie des cibles), ainsi qu'aux conventions sur les droits (y compris ceux relatifs à la protection sociale) de groupes spécifiques comme les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap.

Malgré la présence d'une multitude de textes juridiques œuvrant à protéger le droit à la protection sociale, la sonnette d'alarme tirée en 2018 durant le discours du Trône demeure le réel tournant qui a permis au Maroc de donner à cette question tout son poids. D'ailleurs, la crise de la COVID-19 a également mis en avant la nécessité de mettre en place des filets sociaux ainsi qu'un système convergent de politiques sociales qui puisse protéger les citoyens contre les aléas de la vie quotidienne et les risques sociaux (vieillesse, maladie, crise économique, etc.)

Difficultés liées à la protection sociale

Bien que le Maroc ait connu un progrès dans le renforcement de la protection sociale, les citoyens les plus vulnérables (notamment ceux qui travaillent dans le secteur d'emploi informel) restent à l'écart. La couverture dont ils bénéficient demeure insuffisante par rapport à leurs besoins et elle nécessite de réelles réformes. L'ensemble des études

et diagnostics menés jusqu'ici dans le cadre de la réforme de la protection sociale au Maroc depuis 2015 révèle la présence d'un système de protection sociale non unifié et coordonné, aussi bien dans son aspect contributif (régimes de base et complémentaires) que dans son aspect non contributif (assistance sociale).

Les différentes composantes de chaque pilier se caractérisent par l'incohérence des cadres de mise en œuvre, des mécanismes de gouvernance et des paramètres techniques (taux de cotisation et niveau des prestations pour l'assurance sociale, mécanismes de ciblage pour l'assistance sociale). Or, au-delà des problèmes d'inefficacité dus au manque de coordination entre les différents dispositifs de services sociaux, la grande question demeure celle de la soutenabilité financière. Le défi aujourd'hui consiste donc à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires pour la protection sociale mais également à assurer la réalisation des objectifs assignés. Il est donc important de penser aux mécanismes financiers qui permettront d'accompagner ces améliorations, notamment l'élargissement de la couverture maladie, l'inclusion des non-salariés, etc.

Des propositions de réforme : le rôle de la recherche

Le projet de protection sociale implique une réforme globale et profonde touchant le système de santé dans son ensemble. Cette réforme se décline en quatre étapes dont la première est la généralisation de la couverture médicale obligatoire, puis celle des allocations familiales., et ensuite l'élargissement des bénéficiaires de régimes de retraite et, enfin, la généralisation de l'indemnité pour perte d'emploi.

Si la réforme relève des prérogatives des pouvoirs publics, il est important d'associer chercheurs et universités au débat. Leur contribution sera donc axée sur la modélisation statistique pour ainsi prédire les conséquences des programmes multidimensionnels comme ceux des allocations familiales. Après ce travail préliminaire, vient alors la suggestion de pistes d'amélioration aux décideurs politiques. Dans ce sens, des initiatives telles que la caisse de compensation ou le service Régime d'Assistance Médicale (RAMED), le système de protection sociale partiellement contributif, sont toutes assujetties à de réels problèmes de ciblage qu'il convient de traiter au niveau macroéconomique et microéconomique.

Édition

5

L'économie bleue, vecteur de développement local durable

Date : 8 décembre 2021.

Lieu : Université Abdelmalek Essaadi de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima.



Modération :

Nasma Jroni, Experte développement durable.

Intervenants :

Bouchta El Moumni, Président de l'Université Abdelmalek Essaadi, Tanger-Tétouan-Al Hoceima.

Fatima Zahra Mengoub, Senior économiste au Policy Center for the New South.

Mohammed Idrissi Mellouli, Directeur régional de l'Institut national de recherche halieutique (INRH).

Introduction

Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'économie bleue fait référence à « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources ». L'économie bleue s'inscrit ainsi parfaitement dans l'Agenda 2030 et constitue un moyen d'atteindre l'ODD 14, à savoir « *conserver et exploiter de manière durable les océans, les*

mers et les ressources marines aux fins du développement durable ». Le Maroc dispose d'un réel potentiel en matière d'économie bleue. Ses deux façades maritimes, avec un patrimoine halieutique et des ressources renouvelables considérables, lui confèrent un important capital maritime. Les experts invités ont ouvert le débat sur les clés d'une économie bleue performante, socialement inclusive et respectueuse de l'environnement.

Le Maroc, un capital maritime important à valoriser

Situé à la croisée des routes maritimes (Afrique, Europe et région MENA) et bordé par la mer Méditerranée et l'océan Atlantique, il est indéniable que le Maroc dispose d'un grand potentiel en matière de développement de l'économie bleue. Le pays est stratégiquement bien positionné avec ses deux façades maritimes, son littoral, ses zones côtières et ses ressources halieutiques et énergétiques.

Si ce grand potentiel demeure inexploité dans les filières bleues établies et naissantes, comme l'aquaculture, l'algoculture et les énergies marines renouvelables, le Maroc a, lui, la possibilité de les développer afin d'attirer les investissements et générer des emplois. Il est donc important que les parties prenantes contribuent à la valorisation de ce capital maritime.

L'Université, pour sa part, contribue à la valorisation de ce capital par le développement de la formation et de la recherche sur la thématique de l'économie bleue à travers des formations continues (masters, doctorats...). Il existe des licences professionnelles ainsi que des projets naissants de mise en place d'autres modules tels qu'une formation en industrie navale. L'Université participe également au domaine des transports maritimes et de la logistique maritime et portuaire. Ainsi, pour avoir un fort impact socio-économique et mieux valoriser ce capital maritime, la recherche scientifique doit accompagner le développement socio-économique du pays, notamment à travers des sujets de thèse et des programmes de recherche qui traitent des problématiques concrètes.

La gouvernance de l'économie bleue

Le Maroc ne dispose pas d'une entité chargée de la politique maritime spatiale, bien qu'une réflexion ait été lancée pour la gestion du littoral avec une vision « économie bleue ». Au cours des dernières années, les activités maritimes au Maroc se sont souvent développées loin des politiques publiques, qui, elles-mêmes, sont fragmentées. En l'absence d'une stratégie globale, les ressources maritimes sont exploitées de manière très sectorielle (transport, pêche, aquaculture, tourisme, etc.).

La gouvernance de l'économie bleue doit donc relever ce défi et permettre une vision globale. Face à des stratégies sectorielles fonctionnant en silos, il est donc nécessaire d'adopter une politique en la matière et trouver le meilleur moyen de gérer de manière optimale les ressources halieutiques, ainsi que mettre en place des alternatives telles que l'écotourisme maritime ou le piscatourisme.

La planification de l'espace marin n'étant pas uniquement l'affaire de l'État mais aussi celle de tous les citoyens, il est également important d'intégrer la société civile dans cette démarche.

Édition

6

Quelle stratégie de développement adopter dans les zones oasiennes ?

Date : 27 janvier 2022.

Lieu : Faculté des Sciences et Techniques d'Errachidia (FTSE).



Modération :

Lahcen Kabiri, Professeur de l'enseignement supérieur, FSTE.

Intervenants :

Salima NAJI, Architecte anthropologue.

Jalal EI MOATA, Chargé de projet, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Lahcen RABACH, Chef de service contribution à la planification stratégique régionale, Centre régional d'investissement Drâa-Tafilalet.

Mouhcine TILIOUA, Vice-Doyen chargé de la recherche scientifique et de la coopération, FSTE.

Introduction

La synergie de l'économie et l'écosystème pour un investissement solidaire et durable qui aboutira au développement des oasis est importante. Les oasis jouent un rôle historique important dans le développement, notamment à travers leur réserve de biosphère, leur civilisation et histoire, la culture saharienne résiliente, les systèmes ingénieux de gestion sociale de l'eau, les paysages naturels et culturels, l'architecture authentique, etc. Cependant, la vulnérabilité des oasis

est due à trois facteurs majeurs, à savoir la gestion non contrôlée des ressources, la décomposition de la société traditionnelle et la difficulté d'organisation de la société actuelle. De plus, il y a souvent un manque de synergie entre les différents services intervenants, ce qui empêche le développement de cet écosystème fragile et néanmoins très riche. Dans le cadre de cette 6^{ème} édition, les experts ont débattu sur les différentes stratégies de développement à adopter dans les zones oasiennes.

Importance des zones oasiennes

Les zones oasiennes sont décrites comme vulnérables du point de vue économique, écologique et social. Les stratégies de développement des zones oasiennes doivent avoir comme finalité de réduire ces vulnérabilités et de valoriser les potentialités de ces espaces, ainsi que d'améliorer leur attractivité et préserver leur identité. Au Maroc, les zones oasiennes ont fait l'objet de plusieurs projets et programmes menés par différents intervenants, visant au renforcement de la synergie.

De plus, l'écosystème oasien constitue une « grande richesse » au niveau de la région. Les centres régionaux d'investissement accordent donc un intérêt particulier à cette richesse qui peut être protégée par des investissements durables qui, en même temps, vont préserver les écosystèmes oasiens.

Rôle des universités dans la mise en place des programmes de développement durable

Il est indéniable que les universités contribuent de manière significative à la mise en place des programmes de développement durable, notamment à travers des thématiques qui touchent le développement durable des zones oasiennes au niveau de la région de Drâa-Tafilalet. Les thématiques de recherche abordées sont les suivantes : la culture durable du palmier dattier, l'amélioration et la valorisation des produits du terroir, les nouvelles stratégies de lutte contre les maladies affectant le palmier dattier et la valorisation des déchets des palmiers dattiers. Il faut mentionner aussi que les oasis du Sud marocain ont subi ces dernières années une dégradation en termes d'environnement, malgré les avancées en matière d'infrastructures sociales et économiques. Devant cette situation et conformément à ses engagements envers la communauté internationale, le Royaume a élaboré en 2002 une stratégie nationale pour la sauvegarde et la protection des oasis, notamment celles de Figuig, Tafilalet et Drâa.

Édition

7

La migration, levier de développement territorial ?

Date : 31 mars 2022.

Lieu : Faculté polydisciplinaire de Khouribga.



Mot d'ouverture :

Khalid Mehdi, Doyen de la Faculté Polydisciplinaire de Khouribga.

Modération :

Mustapha Azaitraoui, Professeur, Université Sultan Moulay Slimane.

Intervenants :

Mohammed Boulmane, Directeur général des services, conseil régional de Beni Mellal- Khénifra.

Hanane El Baraka, Chargée de projet, Progettomondo (ONG locale).

Myriam Cherti, Chargée de l'Axe Gouvernance, Données et Recherches, Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Maroc.

Bettina Gambert, Chargée principale de la protection, Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

Introduction

Le débat a pris place au sein de la faculté polydisciplinaire de Khouribga, dans la région de Beni Mellal-Khénifra. Le choix de cette région n'est pas dû au hasard. En effet, la région est en outre caractérisée par un bassin migratoire marqué par de fortes mobilités humaines aux niveaux national et international, avec une communauté importante de Marocains du monde issus de la région et résidents dans de nombreux pays européens. La région est également connue pour un phénomène de migration irrégulier, communément appelé " triangle de la mort". Afin d'impulser le processus de gouvernance régionale de la migration, une politique migratoire est en cours

de réflexion, au niveau territorial. Les politiques migratoires figurent parmi les priorités politiques du Maroc et plusieurs organismes et institutions publics sont concernés par la gestion des questions migratoires et par la mise en œuvre de cette politique, à l'échelle territoriale. Le débat a mis l'accent sur un ensemble de points : le rôle des acteurs nationaux et internationaux dans le déploiement de la politique migratoire au niveau régional, l'action des ONG et des organisations internationales dans le bassin migratoire Khouribga/Fkih Ben Saleh/Beni Mellal, ainsi que l'impact socio-économique de la migration sur le développement territorial.

Région Beni Mellal-Khénifra : quels potentiels?

Zone de production de phosphate, la région Beni Mellal-Khénifra est riche, avec des potentiels agricoles et naturels. La région constitue un bassin de migration très forte. Elle dispose de potentialités hydrauliques importantes faisant d'elle le château d'eau du Maroc.

Sur le plan sectoriel, la région a attiré un nombre important d'investissements dans le secteur industriel, particulièrement vers les filières de l'industrie chimique, para chimique (OCP, CIMAT) et agroalimentaire. Le secteur des énergies et mines occupe la 2^{ème} position, du fait des projets majeurs que le Groupe OCP a initié dans la région. Sur le plan économique, la région constitue l'un des pôles de production les plus importants des phosphates du Royaume. Cependant, le secteur touristique peut aussi jouer un rôle primordial dans le développement régional.

Actions et initiatives des partenaires locaux des ONG et des organisations internationales dans le bassin migratoire Khouribga/Fkih Ben Saleh/Beni Mellal

Il existe plusieurs projets pour le déploiement de politiques migratoires à l'échelle de la région. À titre d'exemple, le projet « DEPOMI » vise à appuyer les institutions marocaines à intégrer progressivement la dimension de la migration dans les politiques et stratégies publiques aux niveaux régional et local, dans le cadre de la régionalisation avancée ; la gouvernance et la planification stratégique de la migration sont mises en œuvre au niveau régional, à travers la conduite d'au moins trois études par région pour disposer de données sur les populations migrantes et sur les dynamiques des acteurs de la migration. Le projet DEPOMI vise également l'intégration progressive des migrants au niveau économique et social à travers une amélioration des droits des Marocains résidant à l'étranger (MRE) et l'accompagnement de ces derniers de retour au Royaume par les services régionaux, ainsi que l'accompagnement des ressortissants des pays tiers en vue de leur assurer l'accès à la santé et à l'éducation, tel que prévu par la politique migratoire du Maroc.

Édition

8

Quel modèle de ville durable adopter au Maroc ?

Date : 28 avril 2022.**Lieu :** Université Cadi Ayyad de Marrakech.**Mot d'ouverture :****Moulay Ihassan Hbid**, Président de l'Université Cadi Ayyad**Modération :****Fatima Arib**, Professeure à la FSJES de Marrakech.**Intervenants :****Ahmed Chehbouni**, Président fondateur du Centre de développement de la région de Tensift**Zahra SAHI**, Inspectrice régionale en Aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'architecture de la région de Marrakech-Safi,**Nahla El Alaoui**, Ingénieure en efficacité énergétique,**Loubna Chaouni**, Chargée des programmes, Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement.

Introduction

A l'échelle planétaire, les villes couvrent seulement 3 % de la surface terrestre mais concentrent plus de 50 % de la population mondiale, consomment plus de 75 % de l'énergie, émettent plus de 80 % des gaz à effet de serre et contribuent à 80 % du PIB mondial. Pour accompagner cette accélération de la croissance démographique, l'exode rural et l'étalement urbain, les villes doivent faire face à de nombreux défis économiques, sociaux et

environnementaux afin de s'orienter vers des modèles durables. Dans le cadre de la 8^{ème} édition, des experts nationaux et internationaux mobilisés autour de cette thématique ont été invités à débattre sur le modèle de ville durable à adopter au Maroc et plus particulièrement pour la ville de Marrakech, en abordant les axes de la mobilité durable, de l'efficacité énergétique, de la gestion des ressources naturelles et de l'aménagement du territoire.

La mise en place d'une mobilité durable

La mobilité durable fait référence à la mise en place d'une politique globale des déplacements, appliquant les éléments du développement durable aux moyens de transport. Son mécanisme de fonctionnement repose sur :

- La satisfaction des principaux besoins d'accès des citoyens à la mobilité,
- Un coût raisonnable et efficace,
- Une consommation d'espace et de ressources minimisée.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a d'ailleurs préconisé la mise en place d'un système intégré de mobilité durable, dont le but est l'intégration des besoins en mobilité durable (accès à l'emploi, à l'habitat et aux services publics...) aux exigences d'ordre urbanistique, d'aménagement du territoire et de planification. Dans ce sens, la mobilité doit être établie en concertation avec les plans d'aménagement. Toutefois, au Maroc, la mobilité durable fait face à trois difficultés majeures qui sont l'état des transports, la non-coordination entre le plan d'aménagement et le service chargé de la gestion de la mobilité, et le fonctionnement de l'administration.

La planification urbaine : Cas de la région de Marrakech

La planification urbaine et stratégique regroupe l'essentiel des documents de planification qui organisent l'aménagement de l'espace sur les territoires. Dans la ville de Marrakech, les axes de la stratégie de planification urbaine portent sur plusieurs volets, notamment la richesse du patrimoine culturel, la maîtrise de l'étalement urbain, la valorisation du potentiel foncier, le renouvellement urbain, la diversification de l'économie et une planification urbaine résiliente. La préservation de la biodiversité est aussi d'une importance capitale, d'où la nécessité de protéger les espèces végétales, dont les palmiers qui se dégradent. Les efforts de restitution et de préservation de ces espèces végétales ont été fournis dans ce sens par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'environnement.

En outre, selon le rapport 2019 du World Resources Institute (WRI), le Maroc est classé parmi les pays au stress hydrique très élevé. Le pays atteindra un niveau de stress hydrique encore plus important à l'horizon 2040. Face à cette pénurie d'eau qui demeure un enjeu majeur, l'utilisation rationnelle et équitable demeure un impératif à respecter. Le développement durable, étant avant tout une question de conscience, nécessite aussi la participation du citoyen.

L'efficacité énergétique

Sous l'égide de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc fait de l'efficacité énergétique une priorité nationale. Le pays a, dans ce sens, adopté depuis 2009 une stratégie énergétique nationale qui couvre le transport, les bâtiments, l'industrie, l'agriculture ainsi que l'éclairage public. L'objectif est d'atteindre une économie de consommation d'énergie estimée à 20 % en 2030. Les actions entreprises jusqu'ici ont donc permis de réaliser une économie d'énergie considérable, de renforcer les capacités nationales et d'accroître la prise de conscience quant à l'importance de l'efficacité énergétique.

Édition

9

Pénurie d'eau et défis de durabilité dans les pays du Sud : Le cas de la région MENA

Date : 14 Juin 2022.**Lieu :** ESSEC Campus Afrique, Bouknadel.**Modération :****Ahmed Ouhnini**, Economiste, Policy Center for the New South.**Intervenants :****Afaf Zarkik**, Economiste, Policy Center for the New South.**Mohamed Tawfik**, Chercheur en analyse des politiques, développement institutionnel et gouvernance de l'eau.**Hamza Rkha Chaham**, Co-fondateur de la société SOWIT.

Introduction

Les conséquences de la sécheresse et des pénuries d'eau témoignent de l'exposition croissante du Maroc et de la région MENA aux chocs climatiques et mondiaux. Les épisodes de sécheresse qui se sont enchaînés rappellent la grande vulnérabilité des économies à l'irrégularité de plus en plus importante des niveaux de

précipitation. Les effets des pénuries d'eau posent donc de grands défis de durabilité. Cette nouvelle édition a été organisée en partenariat avec Atlas for Development, en marge de la 4^{ème} édition de l'Académie 2063, avec la présence d'experts invités à débattre des enjeux des pénuries d'eau et défis de la durabilité dans les pays du Sud.

Région MENA : Changement climatique et pénurie d'eau

La région MENA connaît déjà les effets du changement climatique qui entraîne l'augmentation de la température, la diminution des précipitations, en plus des périodes de chaleur plus longues et plus étendues, une réalité que l'on observe déjà au Maghreb.

Si le changement climatique n'est pas la seule raison de la rareté de l'eau, il est indéniable qu'il a pour conséquences immédiates une diminution des pluies, la détérioration de la qualité des réserves en eau douce et l'augmentation des concentrations de pollution. En effet, les ressources hydriques renouvelables disponibles font que les pays sont dans une situation de stress hydrique élevé. Les projections du World Resources Institute pour 2040 démontrent dans ce sens que la raréfaction des ressources en eau continuera de s'aggraver. Avec le rétrécissement des saisons des pluies et la sécheresse, les pénuries d'eau s'imposent progressivement comme un défi structurel, impactant singulièrement les économies de la région MENA à court, moyen et long termes.

La rareté de l'eau dans la région MENA : Un impact socio-économique

La rareté de l'eau que connaît la région aura donc des effets sur la viabilité des espaces et le rendement des sols qui deviendront peu propices à l'agriculture, au fil des années. La grave insécurité de l'eau à laquelle les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont confrontés affecte l'agriculture, surtout qu'il s'agit d'une activité très sensible au climat et qui consomme beaucoup d'eau. Si au niveau mondial l'activité agricole représente en moyenne 70 % de l'utilisation de l'eau, elle en représente plus de 80 % dans la région MENA. Cette rareté de l'eau peut donc entraîner des flambées des prix des denrées alimentaires, impactant ainsi l'accessibilité alimentaire, en particulier pour les ménages à faible revenu, et perturbant ainsi le tissu socio-économique du pays. L'UNICEF, dans son rapport pour l'enfance intitulé « *Running Dry : the impact of water scarcity on children in the Middle East and North Africa* », indique d'ailleurs que 90 % des enfants dans la région MENA vivent dans des zones de stress hydrique élevé ou extrêmement élevé, avec une grande incidence sur leur santé, leur nutrition et leur développement. Les autorités gouvernementales doivent donc impérativement trouver des solutions plus respectueuses de l'environnement.

Édition

10

La famille comme espace d'égalité des genres

Date : 20 octobre 2022.

Lieu : La Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université Mohammed V de Rabat



Mot d'ouverture :

Awatif Hayar, ministre de la Solidarité de l'insertion sociale et de la famille

Martine Therer, Représentante résidente adjointe du PNUD au Maroc

Nouzha Chekrouni, Senior Fellow, PCNS

Jesko S. Hentschel, Directeur Pays à la Banque mondiale pour le Maghreb et Malte.

Modération :

Jamal Eddine El Hani, Doyen de la faculté des lettres et des sciences humaines, de l'Université Mohammed V.

Intervenants :

Gilles Séraphin, Professeur des universités en sciences de l'éducation et de la formation, Université Paris Nanterre.

Zineb Chebihi, Experte ONU Femmes Maroc.

Federica Marzo, Economiste senior à la Banque mondiale.

Bouthaina El Ghalbazouri, Professeure d'enseignement supérieur, faculté des arts et des sciences humaines, Université Mohammed V.

Latifa Bennani Smires, Présidente de l'association pour la protection de la famille marocaine.

Introduction

L'accent a été mis sur l'importance de la thématique retenue pour cette 10^{ème} édition, pour preuve les discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, dans lesquels le Souverain prône la participation des jeunes dans différents domaines et le rôle crucial qu'y joue la

famille comme noyau dur de la société et appui essentiel capable d'inculquer des valeurs centrales telles que l'égalité et la responsabilité. À ce propos, il existe au Maroc un bon nombre de familles monoparentales, majoritairement conduites par des mères célibataires.

L'espace de la famille et l'égalité des genres : rétrospective des réalisations du Maroc

Depuis son indépendance, que de chemin parcouru par le Maroc en ce qui concerne la question de la femme, ces dernières années. Les réformes ont touché au politique, au social mais aussi au socio-économique. Même si le Maroc est l'un des pays arabes les plus avancés en ce qui concerne la parité et l'émancipation de la femme, de grandes inégalités persistent dans de nombreux domaines. En attestent des données inquiétantes sur le taux élevé de chômage féminin mais aussi le taux très bas de femmes entrepreneuses.

Le système patriarcal de la Qiwâma transperce les dispositifs politique et juridique, imprègne les processus de socialisation et reste profondément ancré sur le plan culturel. Néanmoins, cet ordre familial patriarcal s'estompe de plus en plus compte tenu de plusieurs avancées, notamment la progression de la citoyenneté, le recul de l'âge moyen du premier mariage, la baisse croissante de la fécondité et la progression du taux d'éducation des jeunes filles. Ces changements structurels ont réussi à ébranler le socle anthropologique sur lequel reposaient les valeurs et le fonctionnement de l'ordre familial.

Piste d'avancées et recommandations : pour une égalité plus prospère

Plusieurs initiatives sur le long terme ont été abordées par les panélistes, notamment le Rapport 2021 de l'ONU Femmes Maroc ainsi que le projet des Nations Unies en cours, étalé sur une période de quatre ans (2023-2027), qui vise à contrer les violences faites aux femmes et à promouvoir la participation politique et économique féminine et l'égalité des genres. Il est aussi à prendre en considération l'importance pour une femme d'avoir ses propres ressources financières pour jouir d'une certaine autonomie surtout que le champ familial est souvent synonyme d'injustice en défaveur de la femme.

Pour conclure, il est important de souligner que le champ juridique marocain est clair en matière d'équité mais qu'il existe toujours des écarts d'interprétation. Néanmoins, il est nécessaire de saluer les grands efforts du Maroc sur les plans institutionnel et gouvernemental.

Édition

11

Comment les jeunes peuvent participer aux décisions climatiques ?

Date : 08 février 2023**Lieu :** Université Internationale de Rabat (UIR)**Modération :**

Carole Megevand, Leader de secteur Développement durable pour les pays du Maghreb à la Banque mondiale.

Intervenants :

Yousra Abourabi, Professeure associée de Relations Internationales à Sciences Po Rabat, Université Internationale de Rabat

Houyame Hakmi, Activiste climat et doctorante en "Global Studies and Political Science" à la Faculté de gouvernance, des sciences économiques et sociales de l'UM6P

Abdelfetah Sahibi, Coordonnateur National de projets au sein du PNUD.

Hajar Khamlichi, Experte en durabilité et défenseuse du climat

Anas Felhi, Chef du Pôle Partenariats et Coopération Sud-Sud au Centre de compétences sur le changement climatique (4C Maroc)

Introduction

Au Maroc, face à l'urgence climatique, l'engagement de la jeunesse dans les décisions climatiques est primordial pour façonner un avenir durable. La participation active des jeunes, à travers le militantisme, l'engagement local, et la représentation dans les forums internationaux, souligne

l'importance de leur voix dans le débat mondial sur le climat. Pour rendre cette participation effective, il est crucial de renforcer l'éducation climatique et de fournir les outils nécessaires à la jeunesse pour qu'elle puisse influencer les politiques publiques et les pratiques environnementales.

Chapitre 1 : Participation de la Jeunesse aux Décisions Climatiques

La jeunesse marocaine joue un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique par divers moyens, tels que le militantisme individuel ou via les réseaux sociaux, et l'engagement auprès des autorités locales. Leur présence dans des espaces multilatéraux, comme les conférences sur le climat, est également essentielle. Les universités et diverses Organisations Non Gouvernementales jouent un rôle clé en facilitant l'accréditation des jeunes dans ces forums, offrant ainsi une plateforme pour que leurs voix soient entendues et qu'ils puissent représenter efficacement leurs pairs. Cet engagement contribue à sensibiliser et mobiliser la communauté internationale sur les impacts et les solutions liés au climat.

Chapitre 2 : Impacts et Opportunités des Changements Climatiques pour la Jeunesse

Le changement climatique présente à la fois des défis et des opportunités pour la jeunesse marocaine. Les impacts immédiats du changement climatique sont palpables, mais ils ouvrent également la voie à des opportunités de carrière dans des secteurs émergents. La création de programmes de formation spécifiques aux changements climatiques prépare les jeunes à des emplois innovants et écologiques, contribuant ainsi à l'économie verte. Ces programmes visent à développer des compétences adaptées aux besoins du marché du travail dans un contexte écologique, soulignant l'importance de l'innovation et du recyclage dans les stratégies de développement durable.

Édition

12

L'éducation à la citoyenneté comme moteur de développement

Date : 16 mai 2023

Lieu : Université Sultan Moulay Slimane de
Beni Mellal



جامعة السلطان مولاي سليمان
ⵜⴰⵎⴰⵎⴰⵔⵜ ⵏ ⵉⵎⵓⵔⵓⵏ ⵉⵎⵓⵔⵓⵏ
Université Sultan Moulay Slimane

Mot d'ouverture :

Ali Lamnouar, Directeur de l'École Supérieure de l'Éducation et de la Formation (ESEF) de Beni Mellal.

Modération :

Jalal El Moata, Chargé de projet au PNUD Maroc.

Intervenants :

Boutaina Bensalem, Professeure, Université Sultan Moulay Slimane de Beni Mellal

Mohamed El Meski, Expert en éducation, évaluation, et développement international

Mustapha Najmi, Directeur de la promotion des droits de l'Homme au Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)

Youness Mounqadi, Chef du Centre régional de documentation, d'animation et de production pédagogique à l'Académie Régional d'Éducation et de Formation (AREF) Beni Mellal Khenifra.

Introduction

L'importance de l'éducation à la citoyenneté est de plus en plus reconnue comme un levier essentiel pour un développement durable et inclusif au Maroc. Cette forme d'éducation vise à préparer les jeunes à devenir des citoyens actifs, éthiquement responsables, engagés, et aptes à

contribuer positivement à la société. L'approche adoptée consiste à intégrer de manière systématique les valeurs de démocratie, des droits de l'Homme et de la responsabilité sociale dans les curriculums, tout en promouvant l'engagement des étudiants dans les sphères publique et politique du pays.

Chapitre 1 : Vision et Défis de l'Éducation à la Citoyenneté

La vision de l'éducation à la citoyenneté au Maroc est ancrée dans la nouvelle stratégie de la réforme éducative 2015-2030, qui positionne l'éducation comme l'un des piliers centraux des priorités nationales. Cette stratégie envisage une transformation profonde de l'approche éducative, centrée sur les valeurs de citoyenneté, la promotion des droits et devoirs des citoyens et la préparation des jeunes à jouer un rôle actif dans le développement du pays. Les défis liés à cette transformation comprennent l'adaptation des programmes scolaires pour inclure une éducation civique complète, la formation des enseignants pour qu'ils deviennent des facilitateurs de ces valeurs, et la création d'un environnement propice à la discussion ouverte et constructive sur des sujets sociétaux fondamentaux.

Chapitre 2 : Impact et Perspectives de l'Éducation à la Citoyenneté

Les étudiants formés à la citoyenneté démontrent une plus grande conscience sociale, une meilleure compréhension des enjeux politiques et environnementaux, et une capacité accrue à participer au développement de leur pays. À long terme, cette éducation à la citoyenneté est vue comme une base pour une société plus juste, où les citoyens sont mieux préparés à contribuer aux décisions et débats nationaux.

Édition

13

Les emplois verts comme réponse aux enjeux du développement durable

Date : 30 mai 2023

Lieu : La faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Ait Melloul

كلية العلوم القانونية والاقتصادية والاجتماعية - أيت ملول
FACULTÉ DES SCIENCES JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES - AIT MELLOUL



Mot d'ouverture :

Rahim Ettor, Doyen de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul.

PANEL 1 : « les emplois verts comme réponse aux enjeux du développement durable au Maroc »

Modération :

Ahmed Ouhnini, Economiste au Policy Center for the New South (PCNS).

Intervenants :

Rajae Chafil, Directrice Générale du Centre de Compétences en Changement Climatique « 4C-Maroc »

Nadia Zeddou, Experte en transition énergétique, Cabinet Greenwave

PANEL 2 : « les emplois verts comme réponse aux enjeux du développement durable : Cas de la région Souss-Massa »

Modération :

Khalifa Ahsina, Professeur et docteur en sciences de gestion à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul.

Intervenants :

Hassan Rehami, Professeur universitaire en sciences économiques à la faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul

Khadija Sami, Directrice Régionale de l'Environnement de la Région Souss Massa au sein du Ministère de La Transition Énergétique et du Développement Durable -Maroc

Abderahman Amor, Vice-président de la chambre de l'Agriculture de la Région Souss Massa

Zaid Jaakou, Président de la commission économie verte à la CGEM région Souss-Massa

Introduction

Au Maroc, comme ailleurs, l'expansion des emplois verts est l'une des solutions pour répondre aux défis du développement durable. Ces emplois, essentiels pour la transition écologique, nécessitent une adaptation des réglementations pour favoriser leur croissance. Pour que le secteur des emplois verts prospère, il est crucial d'assurer une adéquation entre les formations disponibles et les exigences des métiers verts, en adoptant une approche transversale

et multisectorielle. Cette stratégie permettrait une intégration efficace des compétences vertes dans l'économie nationale. La région de Souss-Massa en particulier, démontre comment l'alignement des formations avec les opportunités d'emplois verts peut maximiser les avantages économiques et environnementaux, tout en mettant en évidence le rôle vital de l'action locale et de la coopération multisectorielle dans la promotion des énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique.

Chapitre 1 : L'Essor des Emplois Verts au Maroc

La croissance du secteur des emplois verts nécessite non seulement une augmentation significative de la demande pour ces types d'emplois, mais également l'adoption de réglementations qui soient à la fois adaptatives et propices à l'innovation. Dès lors, il est important d'encourager les investissements dans les technologies écologiques et les pratiques durables à travers diverses industries. Il est également impératif d'assurer une correspondance étroite entre les programmes de formation actuels et les compétences requises par les métiers verts. Ce lien est vital pour combler le fossé entre l'offre de main-d'œuvre qualifiée et la demande croissante du marché du travail dans ce secteur. L'adaptation des curriculums et la création de nouvelles filières de formation sont des étapes clés pour préparer une main-d'œuvre capable de répondre aux besoins de l'économie verte.

L'approche adoptée doit être alors transversale et englober plusieurs secteurs économiques, favorisant ainsi une synergie entre les différentes branches de l'industrie et le secteur de l'éducation. Cette stratégie multisectorielle est essentielle pour intégrer de manière efficace les compétences vertes dans l'économie nationale, permettant ainsi de maximiser les impacts positifs sur l'environnement tout en stimulant la croissance économique.

Chapitre 2 : Focus Régional sur Souss-Massa

Dans la région de Souss-Massa, des stratégies régionales spécifiques ont été mises en place pour incorporer les emplois verts dans le développement économique et environnemental. Ces initiatives incluent la création de parcs industriels écologiques qui utilisent des technologies renouvelables et des systèmes de gestion des déchets avancés, le développement de programmes de formation ciblés en partenariat avec des institutions éducatives pour répondre aux besoins de l'industrie verte, et le soutien des actions locales telles que le reboisement et les programmes de recyclage. Ces efforts sont guidés par les Objectifs de Développement Durable et les cadres juridiques environnementaux, visant à aligner les compétences locales avec les opportunités d'emplois verts pour maximiser les bénéfices économiques et environnementaux de la région.

NOS EXPERTS



Oumayma Achour
Université Mohammed V &
Association Jossour



Yousra Abourabi
Université Internationale de
Rabat



Adnane Addioui
Centre marocain
pour l'innovation et
l'entrepreneuriat social
(MCISE)



Wadia Ait Hamza
World Economic Forum



Khalifa Ahsina
Faculté des sciences
juridiques économiques et
sociales d'Aït Melloul



Abderahman Amor
La chambre de l'Agriculture
de la Région Souss Massa



Fatima Arib
Université Caddy Ayad



Mustapha Azaitraoui
Université Sultan Moulay
Slimane



Touria Benlefquih
EMPEOPLE



**Latifa Bennani
Smires**
Association pour la
protection de la famille
marocaine



Boutaina Bensalem,
Université Sultan Moulay
Slimane de Beni Mellal



**Dorothée
Boccanfuso**
Université Mohammed VI
Polytechnique



**Mohammed
Boulmane**
Conseil régional de Beni
Mellal- Khénifra



Rajae Chafil,
Centre de Compétences en
Changement Climatique «
4C-Maroc »



Loubna Chaoui
Fondation Mohammed
VI pour la protection de
l'environnement



Zineb Chebihi
ONU Femmes Maroc



Ahmed Chehbouni
Centre de développement
de la région de Tensift



Nouzha Chekrouni
Policy Center for the New
South



Myriam Cherti
Organisation internationale
pour les migrations (OIM)



Nahla El Alaoui
l'Agence Marocaine
d'Efficacité Énergétique
(AMEE)



Hanane El Baraka
Progettomondo



**Jalal Idriss
El Fateh Hade**
Association Passagers



**Bouthaina
El Ghalbazouri**
Université Mohammed V



Asmae El Hajji
Moroccan Leadership
Institute



**Jamal Eddine
El Hani**
Université Mohammed V



Mohammed Elmeski
Expert en éducation,
évaluation, et
développement international



Jalal El Moata
Programme des
Nations Unies pour le
développement (PNUD)



Bouchta El Mounni
Université Abdelmalek
Essaadi, Tanger Tétouan-Al
Hoceima



Hatim El Otmani
Atlas4Dev



Boutaina Falsy
Consultante



Alexandra Fawzi
PNUD – Amman



Anas Felhi
Centre de compétences sur
le changement climatique
(4C Maroc)



Bettina Gamber
Agence des Nations Unies
pour les réfugiés (UNHCR)



**Oum El Ghit
Guelzim**
Institut National des Postes
et Télécommunications



Houyame Hakmi
Faculté de gouvernance,
des sciences économiques
et sociales



Awatif Hayar
Ministre de la Solidarité de
l'insertion sociale et de la
famille



Moulay Ihassan Hbid
Université Cadi Ayyad



Zaid Jaakou
CGEM région Souss-Massa



Larabi Jaïdi
Policy Center for the New South



Nasma Jrondi
Experte développement durable



Lahcen Kabiri
Faculté des Sciences et Techniques d'Errachidia



Hajar Khamlichi
Experte en durabilité et défenseuse du climat



Ali Lamnouar
École Supérieure de l'Éducation et de la Formation (ESEF) de Beni Mellal



Federica Marzo
Banque mondiale



Khalid Mehdi
Faculté Polydisciplinaire de Khouribga



Carole Megevand
Banque mondiale



Mohammed Idrissi Mellouli
Institut national de recherche halieutique (INRH)



Fatima Zahra Mengoub
Policy Center for the New South



Salima Naji
Anthropologue



Mustapha Najmi
Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH)



Ahmed Ouhnini
Policy Center for the New South



Lahcen Rabach
Centre régional d'investissement Drâa-Tafilalet



Hassan Rehaimi
Faculté des sciences juridiques économiques et sociales d'Ait Melloul



Hamza Rkha Chaham
SOWIT



Zahra Sahi
Région de Marrakech-Safi



Abdelfetah Sahibi
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Khadija Sami
Ministère de La Transition
Énergétique et du
Développement Durable



Gilles Séraphin
Université Paris Nanterre



Khalid Serhan
Ministère de l'Intérieur



Mohamed Tawfik
Chercheur



Martine Therer
PNUD - Maroc



Mouhcine Tilioua
Faculté des sciences et
techniques d'Errachidia



**Abdelkhalek
Touhami**
Université Mohammed VI
Polytechnique



Afaf Zarkik
Policy Center for the New
South



Nadia Zeddou
Cabinet Greenwave

LEAD PROJECT



Yasmine Bellakhdim
Programme des
Nations Unies pour le
développement



**Meryem
Benjelloun**
Banque mondiale



Fadila Filali
Policy Center for the
New South



Imane Lahrich
Policy Center for the
New South

LEAD ADVISORS



**Edward
Christow**
Programme
des Nations
Unies pour le
développement



**Karim
El Aynaoui**
Policy Center
for the New
South



**Jesko
Hentschel**
Banque
mondiale

